



Le Baromètre Entreprises du secteur juridique présente les informations saillantes concernant le tissu entrepreneurial dans lequel évoluent les entreprises libérales du secteur. Ce baromètre offre une photographie instantanée, tout en intégrant les principales évolutions sur les dernières années.



### MOINS D'ENTREPRISES EMPLOYEUSES

Avec 14049 entreprises employeuses recensées en 2015, le secteur juridique connaît une croissance relativement marquée par rapport à l'année précédente. Toutefois, cette évolution est très dépendante des mouvements observés au sein de la branche des cabinets d'avocats qui regroupe 81,9 % des entreprises du secteur. Il est à noter que la branche des études d'administrateurs et mandataires judiciaires et celle des études d'huissiers de justice se distinguent par un léger repli du nombre d'entreprises employeuses.

### Entreprises du champ de l'OMPL en 2015

Cotisants à Actalians <sup>1</sup>	379	11 783	465	1 766	14 393
Entreprises employeuses	377	11 503	462	1 707	14 049
Évolution 2014-2015	- 2,65 %	+ 7,55 %	+ 2,90 %	- 2,01 %	+ 5,91 %
Taux d'entrée	7,96 %	16,93 %	7,36 %	3,93 %	14,79 %
Taux de sortie	8,22 %	9,91 %	4,55 %	5,97 %	9,21 %
Taux de rotation	8,09 %	12,42 %	5,95 %	4,95 %	12 %

Données au 31/12. Sources : Actalians 2015, 2016.



La branche des études d'administrateurs et mandataires judiciaires compte 377 structures entrepreneuriales employeuses. Parmi elles, 7,96 % sont nouvelles et 8,22 % ne font plus partie des effectifs ce qui représente, au final, un taux de rotation de 8,09 %.

**Entreprise** : entité légale constituant une unité organisationnelle de production de biens et de services. Elle est composée d'un ou plusieurs établissements.

**Entreprises employeuses** : entreprises du champ de l'OMPL cotisantes à Actalians, exclusion faite des organismes de formation ou professionnels.

**Taux d'entrée** : nombre d'entreprises nouvellement cotisantes à Actalians en 2014 rapporté au nombre total d'entreprises.

**Taux de sortie** : nombre d'entreprises ne cotisant plus à Actalians en 2014 rapporté au nombre total d'entreprises.

**Taux de rotation** : moyenne des taux d'entrée et de sortie (turnover). Cet indicateur donne une évaluation du renouvellement annuel des entreprises employeuses.

### Secteur juridique

#### Branches professionnelles

Études d'administrateurs et mandataires judiciaires

Cabinets d'avocats

Offices de commissaires-priseurs judiciaires et Sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques

Études d'huissiers de justice

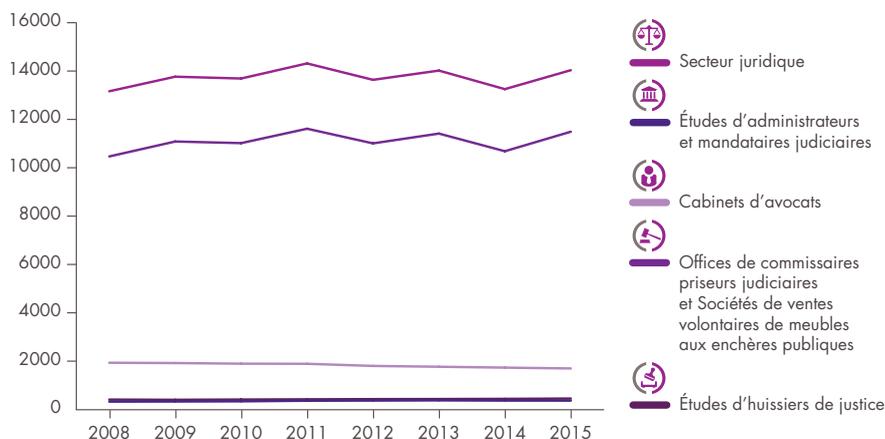
<sup>1</sup> Ensemble des structures du champ de l'OMPL, y compris les organismes de représentation et de formation



### SUR LONGUE PÉRIODE : RELATIVE STABILITÉ

Depuis 2008, le nombre d'entreprises employeuses du secteur juridique a sensiblement progressé. Néanmoins, l'évolution reste très modeste (+ 872 entreprises). En outre, par un effet volume, elle est très dépendante des fluctuations observées au sein de la branche des cabinets d'avocats. Or, cette dernière fait l'objet de variations annuelles relativement importantes, montrant une certaine réactivité du tissu entrepreneurial aux conditions du marché. Il est à noter que la branche des études d'huissiers de justice se distingue par une diminution régulière du nombre d'entreprises depuis 2008.

### Évolution du nombre d'entreprises employeuses

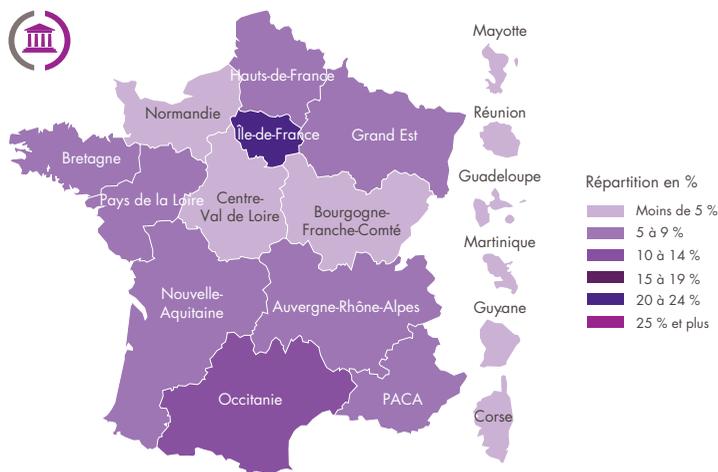


Données au 31/12. Sources : Actalians 2009-2016.



En 2008, la branche des études d'administrateurs et mandataires judiciaires comptait 335 entreprises employeuses.

### Répartition régionale des entreprises employeuses

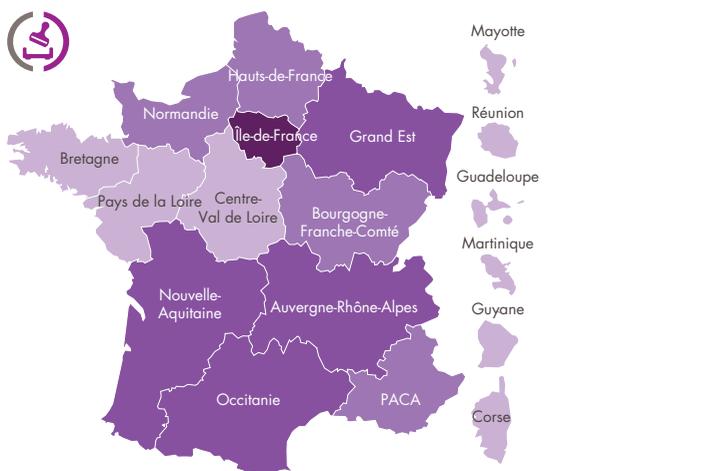
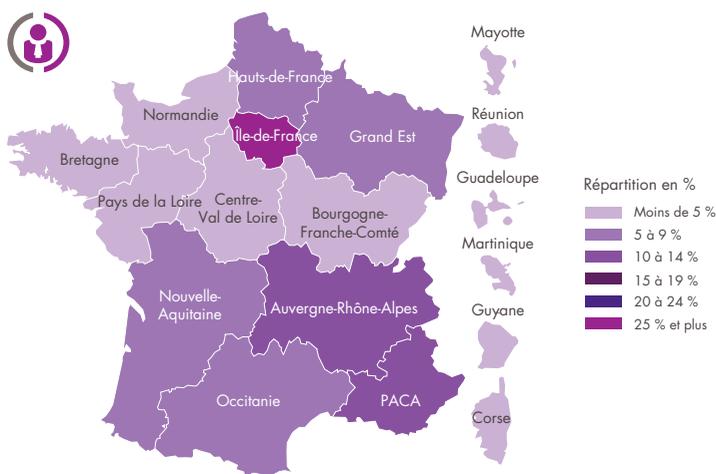


Données au 31/12/2015. Source : Actalians 2016.

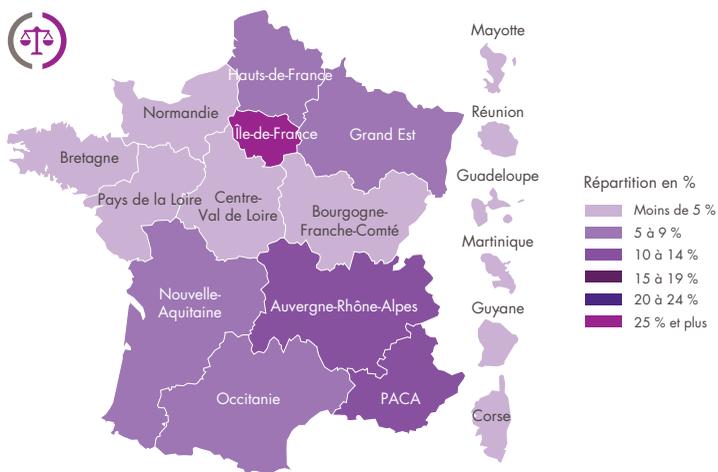


## TRÈS FORTE CONCENTRATION EN ÎLE-DE-FRANCE

La répartition territoriale des entreprises employeuses du secteur juridique est très inégale. Plus de 25 % des entreprises sont ainsi domiciliées en Île-de-France. L'influence numérique de la branche des cabinets d'avocats est assez forte, mais la polarisation territoriale caractérise aussi celle des offices de commissaires-priseurs judiciaires et sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques. Les territoires du Sud-Est constituent, eux aussi, un pôle d'attractivité notable pour les entreprises du secteur.



Données au 31/12/2015. Source : Actalians 2016.



Données au 31/12/2015. Source : Actalians 2016.



Plus de 25 % des entreprises employeuses du secteur juridique sont domiciliées en Île-de-France.